



# ► Télécommunications

## Faits importants sur le marché

- Après cinq années de grande expansion (environ + 15 % chaque année de 1980 à 1984) on a assisté à une perte de croissance (+ 4 %) en 1985.
- Le marché du téléphone français et de l'équipement industriel s'y rapportant est très protégé, surtout depuis qu'il subit une perte de croissance.
- Chiffre d'affaires pour ce secteur en 1985 : environ 4,6 milliards de dollars, ce qui signifie une augmentation de seulement 3,6 % par rapport à 1984.
- En 1985, une hausse de 21,6 % des abonnements au Minitel-Vidéotex a été enregistrée.
- Diminution des achats d'équipement des P & T en 1985. Ces achats représentaient 60 % du chiffre d'affaires total en 1981 et moins de 50 % en 1985.
- Les exportations dans ce secteur représentent environ 24 % du chiffre d'affaires.
- Baisse de la demande en équipement public domestique.
- En raison de l'importance stratégique de ce secteur, le gouvernement français fait partie intégrante des activités internationales de la plupart des compagnies orientées vers les consortiums internationaux, cela allant du financement des contrats à l'infiltration politique.

- Nationalisation dans ce secteur : Alcatel, filiale de la C.G.E. (1981-1982).
- Fort protectionnisme du marché français.

## Tendances du marché

- Selon les statistiques, 1986 sera une année médiocre pour les entreprises françaises travaillant dans ce secteur.
- L'industrie dans son ensemble continue de beaucoup investir dans la recherche et le développement et le nouvel équipement.
- La politique des compagnies françaises dans ce secteur s'est fermement orientée en 1986 vers des consortiums internationaux, des co-entreprises et vers la diversification du matériel électronique de bureau.
- Pour stimuler la compétitivité française au niveau international, le ministre de l'Industrie et des P & T tend à libéraliser le marché français.

## Recommandations aux exportateurs canadiens

- Des débouchés existent pour des compagnies canadiennes offrant des produits nouveaux et intéressées à soumissionner conjointement sur les marchés des pays en voie de développement ou à participer à des projets de R-D.

## Renseignements supplémentaires :

Communiquer avec Susan E. Harper, agent responsable de ce secteur, Ambassade du Canada, Paris (France); tél. : (011.33.1) 47.23.01.01.